



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 1er juillet 2024

EN RÉSUMÉ

Nominations

Mme Sophie MANTEL, ancienne adjointe au directeur du Budget, jusqu'ici responsable du pôle Gestion publique à la direction départementale des finances publiques des Hauts-de-Seine, a été nommée directrice départementale des finances publiques de la Somme.

M. David REY, ancien collaborateur de MM. Julien DENORMANDIE et Jean-Jacques URVOAS, devient directeur du cabinet du président du Centre national de la fonction Publique territoriale (CNFPT).

M. Jean-Baptiste FROSSARD, ancien directeur de cabinet de Mme Aurore BERGE, au ministère délégué chargé de l'Égalité entre les Femmes et les Hommes et de la Lutte contre les discriminations, devient directeur de projet chargé du comité de filière petite enfance et du service public de la petite enfance.

M. Jean-Pierre CAZENAVE, directeur du centre hospitalier d'Orthez, a été élu président de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL).

M. Pierre STECKER a été nommé directeur de projet chargé du développement des politiques publiques de soutien à la parentalité, à la direction générale de la cohésion sociale au ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités.

M. Nicolas SCOTTE, conseiller protection sociale et comptes sociaux à la présidence de la République et conseiller protection sociale au cabinet du Premier ministre, M. Gabriel ATTAL, devrait être nommé directeur général de l'Institut national du cancer (INCA).

M. David GRUSON, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé directeur de programme de Santé à domicile au sein de La Poste Santé & Autonomie.

Le médecin général inspecteur **Sylvain AUSSET**, commandant des Écoles Militaires de Santé de Lyon-Bron, a été nommé directeur de l'Institution nationale des Invalides.

Le docteur **Claire ROUGEULLE** a été nommée directrice du Centre de recherche de l'Institut Curie. Elle succèdera au professeur Alain PUISIEUX, en poste depuis 2019, nommé président du directoire de l'Institut Curie.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

Dettes - La dette publique de la France a grimpé à 110,7 % du PIB à la fin du premier trimestre contre 109,9% à la fin de 2023, a annoncé l'INSEE. La hausse provient essentiellement de l'augmentation de la dette de l'État quand celle des administrations de sécurité sociale a progressé de 12,9 milliards d'euros. En revanche, la dette des administrations publiques locales est restée quasiment stable (+0,8 milliard).

HAS / bronchiolite - La Haute autorité de santé recommande désormais la vaccination des personnes âgées de 75 ans et plus (voire dès 65 ans lorsqu'elles présentent des pathologies respiratoires ou cardiaques chroniques) avec l'un ou l'autre des deux vaccins disponibles contre le virus respiratoire syncytial (VRS) à l'origine de la bronchiolite.

PLF 2025 : quels sont les scénarios possibles en cas de forte instabilité politique ?

- Le PLF doit être déposé au plus tard à l'Assemblée nationale le mardi 1^{er} octobre 2024. En raison des nombreuses étapes précédant sa déposition, il risque cette année de prendre du retard à la suite de la dissolution et des nouvelles élections législatives.
- Ces deux dernières années, le 49.3 a été utilisé pour faire adopter les lois de finances, mais le gouvernement serait fortement menacé par une motion de censure, qui pourrait succéder cette année l'usage du 49.3.
- Enfin, l'article 47 de la Constitution offre plusieurs options pour éviter un blocage des institutions. Néanmoins, ces différentes procédures n'enlèvent pas le risque pour le gouvernement de se faire renverser via une motion de censure.

HATVP - La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique a dressé le bilan du dispositif d'encadrement de la représentation d'intérêts pour l'année 2023. Le répertoire compte désormais 3215 représentants d'intérêts inscrits (+12%), attestant d'une activité de représentation d'intérêts encore plus soutenue en 2023 qu'en 2022, en transmettant aux décideurs publics des informations dans un objectif de conviction et des suggestions afin d'influencer la rédaction d'une décision publique.